

Eviter les chargements hors norme, c'est garantir la longévité de la route, c'est préserver le bon état du réseau routier et de votre engin ; c'est aussi, renforcer la sécurité des biens et des personnes.

Ensemble, combattons le phénomène de la surcharge sur nos routes.

SAFER



jti CERTIFIÉ

BNA

Certifié selon le programme JTI et CWA 17493:2019 par BNA - Accrédité par le SOAC selon ISO/IEC 17065:2012.

Site web: www.ecoetfinances.com

Prix: 300F cfa

Journal des entrepreneurs

ECO & FINANCES

Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC/0643/01/08/2022/HAAC



BRVM

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES

Afrique de l'Ouest

27ÈME CONFÉRENCE DE L'ASEA

Dr Edoh Kossi Amenounvé dévoile les 3 priorités majeures de l'Afrique

CONTRÔLE DE QUALITÉ DES PRODUITS

Rose Kayi Mivedore-Sambiani P.4
effectue une descente dans les marchés de Lomé



EXPO OSAKA 2025

La campagne de promotion de la participation du Togo lancée P.2



FINANCES PUBLIQUES

Le Cameroun doit mobiliser 16 milliards FCFA pour son plan de réformes 2024-2027 P.6




OTR

HORAIRES D'OUVERTURE ET DE FERMETURE DES PARCS DE VEHICULES D'OCCASION

Lundi à vendredi : 07h30 à 17h30

Samedi : 08h00 à 16h00



FIBREZ SANS FRAIS

ACTUELLEMENT LES FRAIS D'INSTALLATION SONT À ~~10 000 FCFA~~ **0 FCFA**

CANALBOX
VIVEZ L'INTERNET ILLIMITÉ

☎ 8866 www.canalbox.tg
Coût de l'appel : 20 FCFA.
*Sous conditions d'éligibilité et de paiement du premier forfait mensuel

Expo Osaka 2025

La campagne de promotion de la participation du Togo lancée

Le Togo s'engage avec enthousiasme dans les préparatifs de l'Expo Osaka 2025, une exposition universelle de grande envergure, prévue du 13 avril au 13 octobre 2025. Lors d'une cérémonie marquante le 28 novembre 2024 au Centre togolais des expositions et foires (CETEF Togo 2000), le ministre délégué du commerce, Kossivi Hounaké, a donné le coup d'envoi de la campagne de promotion de la participation du pays à cet événement mondial.

Anissatou AFFO

Sous le thème global « Concevoir la société du futur, imaginer notre vie de demain », l'Expo Osaka 2025 s'affiche comme une plateforme unique permettant aux nations de présenter leurs avancées dans divers domaines tels que la technologie, l'innovation et la culture. La contribution du Togo adopte le slogan « Politique d'inclusion et de protection sociale pour une croissance forte », une déclaration forte d'engagement en faveur des plus vulnérables. Ce choix de thématique s'inscrit dans l'engagement du pays à promouvoir une économie résiliente et inclusive, où la protection des plus vulnérables va de pair avec le développement de richesses pour tous.

Le Togo prévoit d'installer



un pavillon à Osaka, mettant en lumière ses réalisations en matière de développement social et d'inclusivité. La participation du pays repose sur cinq objectifs stratégiques : Renforcer l'image du Togo comme un acteur actif dans les grands enjeux mondiaux ; présenter les résultats des politiques sociales qui placent

l'humain au cœur des priorités ; valoriser les innovations en matière de couverture santé universelle et de programmes de protection sociale ; promouvoir les richesses culturelles du Togo et offrir des perspectives d'investissements aux partenaires internationaux ; consolider les relations diplomatiques avec le Japon

et les autres nations participantes.

Kossivi Hounaké a insisté sur l'importance de cet événement pour le Togo, le qualifiant d'opportunité exceptionnelle de réaffirmer la place du pays sur la scène internationale. La participation à l'Expo Osaka 2025 permettra au Togo de s'inscrire pleinement dans les grandes dynamiques internationales et de faire entendre sa voix sur les enjeux mondiaux actuels. « A travers notre participation, nous

souhaitons entre autres valoriser les efforts du gouvernement pour protéger les populations vulnérables des fléaux tels que les épidémies, la précarité, la faim ou encore la marginalisation, promouvoir les initiatives en faveur d'une croissance économique inclusive qui garantissent à

chaque togolais un accès aux besoins essentiels tels que la santé, l'eau potable, l'électricité et un logement décent. Enfin espérer à apprendre des expériences des autres nations pour relever les défis liés à la prise en charge des populations vulnérables », a-t-il déclaré.

L'Expo 2025 d'Osaka sera donc bien plus qu'un simple événement. Ce sera une plateforme pour les nations, comme le Togo, de se projeter dans l'avenir, de partager leurs réussites et d'inspirer des solutions novatrices pour un monde meilleur. Pour le Togo, cette exposition représente un tournant important dans sa diplomatie et son engagement pour le développement durable.

Pour rappel, l'Expo universelle d'Osaka 2025, qui s'étendra sur 184 jours, réunira des centaines de pays et d'organisations autour de projets et d'idées destinés à construire un avenir meilleur.

19ème foire internationale de Lomé

L'OTR proche des visiteurs et exposants

Dans le cadre de la 19e Foire Internationale de Lomé, l'Office Togolais des Recettes (OTR) à l'occasion de la Journée du Partenaire, le 28 novembre 2024, a été mis à l'honneur.

C'est l'occasion à l'initiative fiscale de renforcer sa proximité avec les visiteurs et exposants en mettant en lumière ses missions et services. L'événement a été marqué par une conférence-débat très attendue sur le thème : "La procédure d'obtention de titre foncier". Ce sujet,

d'une importance capitale pour les opérateurs économiques et les particuliers, a suscité un vif intérêt, en raison de l'impact du titre foncier sur la sécurisation des biens immobiliers et les transactions foncières.

Animée par des experts de l'OTR, spécialistes du foncier, la conférence a offert



une opportunité unique d'échanger sur les étapes clés pour obtenir un titre

foncier, les documents requis, ainsi que les erreurs courantes à éviter.

Les participants ont également pu poser des questions auxquelles réponses précises sur les procédures en vigueur ont été données. "À travers cette initiative, l'OTR réaffirme son engagement à accompagner les contribuables dans leurs démarches administratives, tout en sensibilisant le public sur l'importance de la régularisation foncière pour le développement économique du Togo", apprend-t-on.

ECO & FINANCES

Quotidien Economique du Togo - REC N° 0602/11/12/19/HAAC/0643/01/08/2022/HAAC

Journal d'informations, d'investigations économiques, financières et boursières

Email: ecofinances.infos@gmail.com

REC N° 0643/01/08/2022/HAAC

Édité par l'Agence de Presse ECO & FINANCES

N° RCCM: TG-LFW-01-2022-B13-02054

Site web: www.ecoetfinances.com

Adresse: rue de l'énergie Agbalepedogan

derrière l'école cour lumière

Té: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Directeur de publication

Komlan KPATIDE
00228 90 05 05 08

Rédacteur en Chef

Bernard D. AFAWOUBO
00228 90 90 49 83

Rédacteurs

Keziah KPATIDE
Patience SALLAH
Yves ATCHANOUVI
Anissatou AFFO

Direction Commerciale

00228 97 25 84 84

Graphiste

Stan AZIATO
91 77 02 74

Imprimerie

ECO & FINANCES
Tirage: 3000

27ème conférence de l'ASEA

Dr Edoh Kossi Amenounvé dévoile les 3 priorités majeures de l'Afrique

Le directeur général de la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM), Dr Edoh Kossi Amenounvé, a pris part du 28 au 29 novembre dernier à Gaborone au Botswana, à la 27ème conférence annuelle de l'association des bourses africaines (ASEA).

Bernard AFAWOUBO

Axée autour du thème « Fostering Transformation in Capital Markets Through Innovation », cette 27ème conférence annuelle de l'association des bourses africaines (ASEA), a connu la participation des dirigeants de premier plan des bourses africaines, des régulateurs des marchés de capitaux et des décideurs économiques.

En participant au panel sur le thème « The future of capital markets - A provoking prediction by Thought Leaders », la directeur général de la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM), Edoh Kossi Amenounvé, a partagé avec les participants son analyse de l'évo-

lution du système financier mondial et des marchés de capitaux qui se trouvent à un moment critique de leur histoire sous l'influence des innovations technologiques, des exigences croissantes sur la soutenabilité ainsi que des crises et les conflits.

Selon lui, la re-globalisation fait apparaître de nouveaux blocs, de nouvelles puissances et surtout de nouveaux circuits pour les flux de capitaux. La dérégulation, qui de plus en plus voulue car certains acteurs économiques veulent prendre leurs propres décisions et assumer leurs risques est une réalité. Tant qu'elle sera perçue comme un moyen de réduire les coûts d'intermédiation, le

mouvement va s'accroître. L'Intelligence Artificielle est aussi un véritable « game changer » pour les marchés financiers.

En ce qui concerne la jeunesse, elle est nombreuse dans plusieurs régions du monde. Elle a un appétit de plus en plus prononcé pour le risque et le gain. Les marchés de capitaux doivent tenir compte de cette nouvelle donne sociale.

« Face à ce contexte, le système financier mondial et les marchés de capitaux doivent se transformer profondément. Ils doivent être plus digitaux et plus orientés vers la satisfaction totale des investisseurs. Ils doivent également prendre sérieusement en compte les principes ESG avec de nouveaux produits et services en faveur du bien-être des populations et favorisant la résilience économique. On verra aussi de plus en plus l'apparition de cybertraders, cyberas-



set managers, influenceurs qui vont challenger les acteurs traditionnels. Il faut désormais l'intégrer dans la stratégie de développement des marchés de capitaux à travers le monde » a indiqué Dr Edoh Kossi Amenounvé, directeur général de la BRVM.

Pour tirer son épingle du jeu, l'Afrique doit ériger en haute priorité les trois questions majeures notamment l'éducation financière et boursière des populations particulièrement des jeunes et des femmes ainsi que le renforcement des capacités des entrepreneurs africains pour des secteurs financier et privé plus solides et créateurs de richesse durable ; l'innovation, en mettant en place l'écosystème nécessaire

pour accompagner les initiatives africaines particulièrement des jeunes pour combler le gap qui existe avec les autres régions du monde, et enfin l'intégration continentale, qui doit aller au-delà du commerce pour prendre en compte les volets bancaire et des marchés de capitaux.

Pour conclure, le directeur général de la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM), Dr Edoh Kossi Amenounvé, a précisé que le futur sera meilleur pour ceux qui sauront se projeter le mieux en profitant de leurs atouts socioéconomiques tout en travaillant à réduire significativement l'impact de leurs faiblesses historiques, géographiques et géopolitiques.

Décentralisation

Le budget prévisionnel 2025 de la commune Golfe 3 fixé à 1,3 milliard FCFA

La Commune Golfe 3, située dans le Grand Lomé, s'apprête à faire un saut significatif dans son développement économique et social avec l'adoption de son budget prévisionnel 2025, fixé à 1,3 milliard FCFA. Lors de la dernière session ordinaire du Conseil municipal, tenue en début de semaine à Lomé, cette décision a été prise dans un esprit d'innovation et de progrès. Ce budget marque une hausse impressionnante de 31 % par rapport à celui de 2024, qui s'élevait à 905 millions FCFA.

Anissatou AFFO

Avec une hausse cumulative de 168 % sur cinq ans, ce budget témoigne de la volonté de la commune de mettre en place une politique de développement ambitieuse et structurante. Ces augmentations successives sont perçues comme un signe de l'amélioration continue des finances locales et de la consolidation de la

gestion publique, sous la direction du maire Kamal Adjayi. Les ressources mobilisées pour 2025 seront principalement affectées à des projets de grande envergure destinés à renforcer les infrastructures publiques de la commune. Parmi les priorités figurent l'amélioration des conditions de vie des habitants à travers le développement du réseau

routier, l'assainissement urbain et la modernisation des équipements collectifs. L'éducation et la culture constituent également des axes majeurs d'investissement. La commune prévoit des initiatives pour renforcer les infrastructures scolaires et promouvoir des programmes culturels et artistiques, contribuant ainsi à l'épanouisse-

ment des jeunes générations et à la préservation du patrimoine local.

Un autre point remarquable du budget 2025 est l'engagement vers une transition digitale qui gagne du terrain dans la commune. Depuis quelques semaines, plusieurs démarches administratives ont été dématérialisées, facilitant ainsi l'accès aux services pour les citoyens. Les demandes d'extraits d'actes de naissance, de décès, de mariage et de copies intégrales de ces documents peuvent maintenant être effectuées en ligne. Cette initiative, louée par de nombreux habitants, vise à réduire la bureaucratie et à améliorer

l'efficacité des services administratifs.

En somme, le budget prévisionnel 2025 de la Commune Golfe 3 représente une étape cruciale dans la trajectoire de développement de cette collectivité. Grâce à des investissements ciblés et à une volonté affichée de moderniser l'administration, la commune s'engage à créer un cadre de vie amélioré pour ses habitants et à renforcer son attractivité économique. L'ensemble de ces initiatives, portées par le leadership dynamique du maire Kamal Adjayi, inspire confiance et espoir pour les années à venir. La Commune Golfe 3 est ainsi sur la voie d'un avenir plus radieux, au bénéfice de tous ses citoyens.

A vendre

A la Caisse

-Une villa sur 824 m2 avec piscine de 4 chambres salomoderne et une chambre ami avec une dépendance avec titre foncier

-Une villa sur 1280 m2 en angle de rue avec titre foncier de 5 chambres salon ; deux chambres amis et une grande salle

-Une villa sur 608 m2 avec titre foncier de 3 chambres salon en angle de rue.

A vendre

-Une villa R+2 très moderne de 5 chambres +2 salons ; 2 cuisines ; 2 bars ; 2 dépendances ; une piscine et une paillote à Agoe assiyeye avec titre foncier ;

-Deux (02) lots collés à zanguera avant l'ancien péage en angle de rue avec un titre foncier global

-Dix (10) lots collés à zanguera avant l'ancien péage et à 30 m du goudron avec titre foncier.

Contact : (00 228) 90 05 05 08 ou le 99 06 96 71

Contrôle de qualité des produits

Rose Kayi Mivedore-Sambiani effectue une descente dans les marchés de Lomé

Le ministre du commerce, de l'artisanat et de la consommation locale, Rose Kayi Mivedore-Sambiani, a effectué le samedi 30 novembre 2024, avec une équipe d'inspecteurs et de contrôleurs de commerce de son ministère, une descente dans les marchés du Grand Lomé notamment d'Adawlato et d'Adidogomé.

Patience SALLAH

Cette descente s'inscrit dans le cadre de la surveillance du marché et du contrôle des prix et la qualité des denrées alimentaires de première

nécessité.

Cette sortie inopinée a été pour la ministre, l'occasion de s'assurer du respect des réglementations en vigueur relatives notamment aux prix des produits, à leurs qualités, ainsi que le niveau



de protection des denrées périssables pour garantir la santé et la sécurité des consommateurs.

« En cette période de fêtes, les opérateurs écono-

miques font du déstockage. Malheureusement, certains produits mis en vente se trouvent être des produits périmés, nuisibles à la santé. Nous avons profité de

notre sortie inopinée pour vérifier les stocks et rappeler aux opérateurs que le non-respect des dispositions officielles est passible de sanctions. Notre démarche vise aussi à emmener les consommateurs à faire confiance aux produits locaux et à les acheter en priorité dans le cadre de leur approvisionnement dans l'optique de soutenir la croissance des entreprises », a indiqué Kayi MIVEDOR-SAMBIANI. Notons que ces actions d'inspection et de contrôle des marchés se poursuivront sur toute l'étendue du territoire national.

UEMOA

GIMpay devient la clé de la révolution pour l'inclusion financière

Le Groupement Interbancaire Monétique de l'UEMOA (GIM-UEMOA) a annoncé le 26 novembre 2024 le lancement de la GIMpay, une plateforme innovante destinée à transformer le paysage des services financiers dans la région de l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA).

Présentée lors du Salon de la Monétique Régionale à Dakar, GIMpay se positionne comme LA CLÉ pour simplifier, unifier et démocratiser l'accès aux services financiers pour les 142 millions d'habitants de la région.

En tant que solution en marque blanche, GIMpay offre une infrastructure robuste et interopérable qui facilite la digitalisation des services financiers, tout en réduisant les coûts et en accélérant le déploiement.

Lors de son discours inaugural, le Directeur Général du GIM-UEMOA, Mr Minayegnan COULIBALY, a captivé l'audience avec une métaphore puissante. Brandissant un trousseau volumineux de clés, il a illustré la complexité actuelle des solutions de paiement : "Chaque clé représente une application, un wallet, une carte de fidélité. C'est un labyrinthe qui rend chaque transaction plus compliquée qu'elle ne devrait l'être." Puis, laissant tomber le trousseau au sol, il a

présenté une seule clé marquée du logo GIMpay : "Voici le passé, et voici l'avenir. GIMpay est LA CLÉ."

GIMpay vise à lever ces obstacles en offrant une plateforme unique qui centralise les services financiers. Que ce soit pour commander un VTC, effectuer des achats en ligne, transférer de l'argent ou payer des factures, GIMpay simplifie chaque étape, rendant les transactions plus accessibles et transparentes.

Le Directeur Général du GIM-UEMOA a souligné : "Avec l'approche headless de GIMpay, nous aidons nos partenaires à se transformer numériquement et à servir leurs clients de manière plus adaptée et pertinente. C'est rapide, efficace et sécurisé."

GIMpay propose également des fonctionnalités innovantes comme les paiements groupés et les programmes de fidélité. Son modèle économique de revenus partagés favorise la collaboration entre acteurs financiers et soutient la

transformation numérique. Déjà adoptée par des partenaires majeurs tels que les 8 filiales d'Ecobank, Orange Finance, Mobile Sénégal, ainsi que les autres partenaires : niirpay, LEADWAY, Paysky, Suricate, ACRC (Africa Cybersecurity Resources Centre), ONAFRIQ, IDA LINK, MYRIADE.

GIMpay s'étend progressivement au sein de l'écosystème financier de l'UEMOA, contribuant à une infrastructure financière plus cohérente et inclusive. GIMpay marque une étape significative dans l'évolution de l'écosystème financier de l'UEMOA. En unifiant les services financiers sous une seule clé, le GIM-UEMOA répond aux besoins d'une population jeune, dynamique et connectée, tout en soutenant la transformation digitale des institutions financières de la région.

Quelques fonctionnalités innovantes pour une expérience client augmentée

- Marketplace centralisée : La plateforme regroupe divers magasins en ligne, offrant une expérience d'achat fluide et simplifiée. Les utilisateurs peuvent parcourir et acheter des produits sans se perdre sur différents sites marchands.
- Transferts d'argent fa-



cilités : GIMpay intègre des services de transfert d'argent, permettant de comparer les tarifs et de réaliser des envois rapides et sécurisés, tant au niveau local qu'international.

- Une solution flexible et headless pour les partenaires financiers Grâce à sa flexibilité, GIMpay est conçu comme une solution en marque blanche et headless.

- Paiements groupés : En cas de fonds insuffisants sur un seul compte, GIMpay offre la possibilité de combiner plusieurs moyens de paiement (wallets mobile money, comptes bancaires) pour effectuer une transaction, éliminant ainsi les contraintes liées aux soldes limités. De plus, l'utilisateur final peut effectuer des transferts à dépenser uniquement dans un contexte donné (paiement d'une course, de produits à la pharmacie etc)
- Comparaison des ser-

vices et des produits : GIMpay permet aux utilisateurs de comparer en temps réel les offres des différents acteurs présents sur la plateforme, choisissant ainsi la meilleure option sans avoir à naviguer entre plusieurs applications.

- Programme de fidélité et récompenses : Chaque transaction réalisée via GIMpay rapporte des points convertibles en avantages, réductions ou cashback, offrant une valeur ajoutée à chaque utilisation.

Le Groupement Interbancaire Monétique de l'UEMOA (GIM-UEMOA) est une institution régionale qui œuvre pour la modernisation des systèmes de paiement dans les huit pays membres de l'UEMOA. En favorisant l'interopérabilité, la sécurité et l'inclusion financière, le GIM-UEMOA joue un rôle central dans le développement économique et financier de la région.

BRVM BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

vendredi 29 novembre 2024

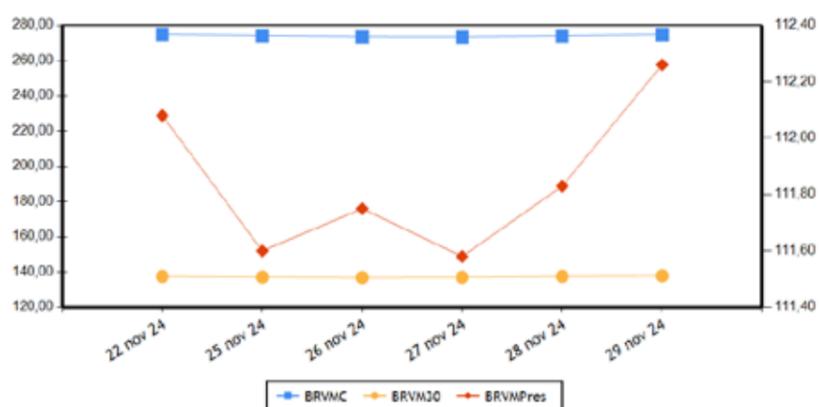
N° 228

BRVM COMPOSITE	274,79
Variation Jour	0,27 %
Variation annuelle	28,32 %

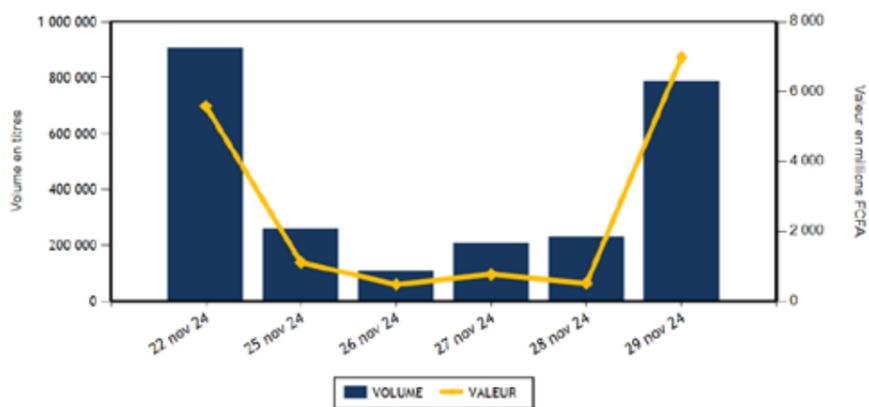
BRVM 30	137,85
Variation Jour	0,25 %
Variation annuelle	27,82 %

BRVM PRESTIGE	112,26
Variation Jour	0,38 %
Variation annuelle	10,63 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	10 101 650 650 092	0,28 %
Volume échangé (Actions & Droits)	127 422	-38,92 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	434 014 970	39,38 %
Nombre de titres transigés	42	2,44 %
Nombre de titres en hausse	18	0,00 %
Nombre de titres en baisse	9	-18,18 %
Nombre de titres inchangés	15	25,00 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	10 449 948 872 858	-0,06 %
Volume échangé	657 332	2 749,79 %
Valeur transigée (FCFA)	6 544 025 608	3 105,34 %
Nombre de titres transigés	9	80,00 %
Nombre de titres en hausse	1	-66,67 %
Nombre de titres en baisse	2	
Nombre de titres inchangés	6	200,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
BERNABE CI (BNBC)	1 200	7,14 %	20,00 %
FILTISAC CI (FTSC)	1 800	6,19 %	-2,17 %
BANK OF AFRICA SENEGAL (BOAS)	3 445	6,00 %	7,66 %
SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC)	1 990	4,74 %	49,62 %
BANK OF AFRICA BF (BOABF)	3 180	2,75 %	-54,44 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
UNIWAX CI (UNXC)	400	-4,76 %	-25,23 %
CFAO MOTORS CI (CFAC)	635	-2,31 %	-24,40 %
SOCIETE IVOIRIENNE DE BANQUE (SIBC)	3 595	-1,37 %	-32,80 %
TOTALENERGIES MARKETING SN (TTLS)	2 315	-1,28 %	-7,40 %
SOGB CI (SOGC)	4 640	-1,07 %	41,90 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	112,26	0,38 %	10,63 %	16 415	234 095 765	8,64
BRVM-PRINCIPAL	36	138,74	0,21 %	33,46 %	109 707	195 644 210	13,51

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	121,52	0,16 %	20,28 %	33 865	68 722 700	18,63
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	756,65	0,11 %	42,37 %	13 131	238 244 990	10,24
BRVM - FINANCES	15	100,98	0,71 %	16,85 %	60 776	87 331 095	6,42
BRVM - TRANSPORT	2	340,51	-0,35 %	2,89 %	2 070	2 879 975	4,41
BRVM - AGRICULTURE	5	195,82	0,18 %	21,21 %	8 391	21 299 370	14,33
BRVM - DISTRIBUTION	7	335,65	-0,49 %	2,27 %	7 677	11 148 425	45,00
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	660,13	0,00 %	-40,56 %	212	113 420	-

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché	11,19
Taux de rendement moyen du marché	8,78
Taux de rentabilité moyen du marché	10,96
Nombre de sociétés cotées	46
Nombre de lignes obligataires	154
Volume moyen annuel par séance	469 113,00
Valeur moyenne annuelle par séance	1 564 340 320,08

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	32,75
Ratio moyen de satisfaction	29,79
Ratio moyen de tendance	90,99
Ratio moyen de couverture	109,91
Taux de rotation moyen du marché	0,01
Prime de risque du marché	3,18
Nombre de SGI participantes	33

Finances publiques

Le Cameroun doit mobiliser 16 milliards FCFA pour son plan de réformes 2024-2027

(Investir au Cameroun) – La mise en œuvre du Plan stratégique de réformes de la gestion des finances publiques (PSRGFP), élaboré par le ministère des Finances, nécessite une provision de 16,2 milliards de FCFA sur une période de quatre ans.

C'est ce qu'indique un document relatif à ce plan consulté par Investir au Cameroun. Adopté en octobre dernier, le PSRGFP sera déployé de 2024 à 2027 et remplacera le Plan global de réformes de la gestion des finances publiques, mis en œuvre entre 2019 et 2023. Comme son précédent, ce nouveau plan vise principalement à « mettre en place une gouvernance financière efficace, responsable et redevable

sur l'ensemble du territoire, s'appuyant sur un système d'information intégré et performant », précise le ministère des Finances.

Dans le détail, une enveloppe de 2,7 milliards de FCFA de ce budget sera consacrée à la gestion des risques budgétaires de l'État. Par ailleurs, 2,4 milliards de FCFA serviront à l'optimisation des systèmes d'information pour la gestion des finances publiques. Un peu plus de 2,6 milliards



de FCFA seront réservés à l'élaboration du budget de l'État, tandis que 2,2 milliards de FCFA financeront le pilotage de l'exécution dudit budget.

Le PSRGFP sera « financé à titre principal par le bud-

get de l'État à travers une provision dédiée constituée dans le budget de l'État de l'année considérée sur la base des activités validées dans le cadre de son plan de travail annuel », peut-on lire dans le docu-

ment cité supra. Pour autant, il revient au ministère des Finances de mobiliser éventuellement des appuis complémentaires auprès de l'ensemble des partenaires pour assurer le succès du Plan. Lesdits partenaires peuvent apporter leur soutien sous forme de dons, de prêts, d'appuis budgétaires et d'appuis projets.

À la différence du premier plan qui avait cinq principaux axes d'intervention, le nouveau plan a été porté à 9 axes d'intervention. Ainsi, les nouveaux axes sont : la gestion des risques budgétaires de l'État, la gestion de la commande publique, la résilience climatique et la sensibilité genre des finances publiques, l'optimisation des systèmes d'information.

Technologie durable et agro-industrie

L'Onudi en mission économique au Gabon

Avec pour ambition de créer des opportunités d'investissements et de transfert de technologies durables de l'Allemagne vers les pays en développement et les économies en transition, en mettant un accent particulier sur l'agro-industrie et les infrastructures, une mission de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (Onudi) a séjourné au Gabon du 26 au 28 novembre dernier. Au-delà des rencontres B2B, un atelier sur le financement des projets s'est tenu à la Chambre de Commerce et d'Industrie de Libreville.

Depuis fin novembre, une délégation du Bureau de Promotion des Investissements et de la Technologie de l'Onudi en Allemagne (Onudi ITPO Germany) effectue une tournée dans plusieurs pays d'Afrique centrale. Cette mission, composée essentiellement de représentants d'entreprises privées allemandes et de l'Union européenne, vise à promouvoir les possibilités d'investissement et le transfert de technologies durables dans des secteurs clés tels que l'agro-industrie et les infrastructures (eau, énergie, gestion des déchets).

Lors de son séjour au Gabon, du 26 au 28 novembre, la mission a permis des interactions entre les investisseurs allemands et les acteurs clés de l'économie gabonaise. La Zone écono-



mique spéciale de Nkok a été un point central de cette visite, considérée comme un élément clé de cette mission exploratoire. Le programme a également inclus une rencontre B2B à la Chambre de Commerce et d'Industrie de Libreville, le 27 novembre, suivie d'un atelier axé sur le financement des projets.

«Le Gabon possède un potentiel énorme, en particulier dans le secteur agricole. Je suis convaincu que le transfert de technologies et les investissements peuvent

contribuer à lutter contre l'insécurité alimentaire tout en créant des emplois durables. Nous avons choisi le Gabon en raison de sa forte culture entrepreneuriale et de l'intérêt marqué des entreprises participantes», a déclaré Rolf Steltemeier, chef de bureau de l'Onudi ITPO Germany.

Cet événement s'inscrit dans un cadre plus large où les technologies modernes et durables jouent un rôle essentiel pour améliorer la compétitivité et créer des

emplois équitables. «Ces missions économiques font partie des efforts de l'Onudi pour soutenir la modernisation industrielle des économies et créer de nouvelles chaînes de valeur durables», a souli-

gné l'organisation. Parfait Bibang Bi Obame, vice-président de la Chambre de Commerce de Libreville chargé de l'Industrie et des Mines, a également insisté sur l'importance de cette collaboration. «Il ne peut y avoir de développement sans autosuffisance alimentaire. L'Allemagne est un modèle dans ce domaine», a-t-il affirmé. En tant que chef d'entreprise, il considère cette mission comme une opportunité unique : «Il est essentiel pour nous d'in-

tégrer un certain nombre de technologies, notamment dans le développement agricole, les énergies et l'agro-industrie. Il est temps d'agir concrètement plutôt que de se contenter de consommer passivement»

Pour rappel, le Bureau de promotion des investissements et de la technologie de l'Onudi en Allemagne a été créé en 2017, en vertu d'un accord entre l'Onudi et le gouvernement fédéral allemand. Il a pour mission de mobiliser et de promouvoir des investissements responsables ainsi que le transfert de technologies vertes de l'Allemagne vers les pays en développement et les économies en transition, avec un accent particulier sur les PME.

Quant à l'Onudi, elle est l'agence spécialisée Nations Unies dédiée au développement industriel en vue de réduire la pauvreté, promouvoir une mondialisation inclusive et garantir une durabilité environnementale.

Gabonreview.com

Haho/ 26e édition des journées nationales des sports Les ministres Bessi-Kama et Zinsou-Klassou aux cotes de la population de Notsé

Notsé, 1er déc. (ATOP) – Des jeunes et des personnes âgées des communes de Haho ont observé, le samedi 30 novembre à Notsé, la 26e édition des journées nationales des sports, en présence des ministres des Sports et des Loisirs, Lidi Bessi-Kama et de l'Action sociale, de la Solidarité et de la Promotion de la Femme, Prof. Akossiwa Zinsou-Klassou.

Cette activité sportive de masse dénommée « Journées nationales des sports » est à l'actif du gouvernement qui entend contribuer efficacement à l'amélioration de la santé physique et psychologique des populations et lutter contre les maladies non transmissibles, notamment le diabète et hypertension artérielle. Ces journées ont été mar-

quées par une course d'endurance à travers les artères de la ville de Notsé, des exercices physiques à savoir des mouvements de flexions, d'extensions, d'addition pour préparer les muscles, des exercices de mains, de hanches, de têtes, des trottinements des pieds, de petites courses, les allers-retours d'environ 30 mn sous la direction coach sportif préparateur



physique, Kassegnin Djima. Les exercices physiques ont été suivis d'une sensibilisation sur la nutrition et la sécurité alimentaire animé par le médecin généraliste Dr. Azindje Ayao Jean. Celui-ci a invité les populations à la pratique régulière du sport afin d'éliminer les toxines du corps, de consommer les produits locaux et réduire la consommation excessive du sucre.

Les ministres, Bessi-Kama et Zinsou-Klassou, ont déclarés être porteurs du message d'encouragement des populations à la culture régulière du sport, symbole du vivre ensemble, de tolérance et de partage fraternel prônés par le président de la République Faure Gnassingbé. Elles ont affirmé que le sport est une thérapie contre les maladies non transmissibles, no-

tamment les hypertensions artérielles et le diabète. Il maintient le corps en forme et prévient des troubles cardiaques. Elles ont encouragé les populations de Haho à en faire une habitude mensuelle à l'initiative du gouvernement qui entend susciter sa pratique régulière afin de contribuer à l'amélioration du bien-être et de la santé des populations.

Les autorités administratives et politiques de la préfecture de Haho dont le préfet Tchangani Awo, ont exprimé la gratitude du peuple Ewé aux représentants du gouvernement pour leur collaboration et humilité d'esprit à faire des exercices physiques avec les populations. Ils ont promis poursuivre la pratique régulière du sport dans les communes.

3e édition du « rendez-vous avec le gouvernement » Des réformes structurantes pour l'enseignement supérieur et la recherche

Le vendredi 29 novembre 2024 à Lomé, s'est tenue la troisième édition du « Rendez-vous avec le gouvernement », organisée par le ministère de la communication, des médias et de la culture, en partenariat avec le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche. Cet échange, qui s'inscrit dans le cadre de la stratégie de communication gouvernementale, a permis de présenter aux médias et, à travers eux, à l'opinion publique, les réformes et progrès réalisés dans le secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche.

En ouverture de cette rencontre, Mme Yawa Kouigan, ministre de la communication, des médias et de la culture, porte-parole du gouvernement, a réitéré la volonté du gouvernement de maintenir ce cadre d'échanges, véritable passerelle entre l'exécutif et la population, grâce à l'intermédiaire des médias. Elle a insisté sur la place centrale occupée par les journalistes dans cette dynamique.

Un secteur mobilisé et en quête de complémentarité avec les partenaires et le secteur privé. Consécutivement à ces propos introductifs, M. Kanka-Malik Natchaba, ministre de l'Enseignement Supérieur et de la



Recherche, a détaillé les réformes en cours dans le secteur. Il a notamment présenté les innovations pédagogiques mises en place pour renforcer la qualité de l'enseignement supérieur, ainsi que les mesures envisagées pour dynamiser la recherche scientifique au Togo. Ces initiatives s'appuient sur une politique ambitieuse de réhabili-

tation et de construction d'infrastructures pédagogiques, avec pour objectif d'améliorer les conditions de formation des étudiants et de favoriser l'excellence académique.

Parmi les projets phares de ce programme, la construction récemment lancée de la troisième université publique du Togo à Datcha, tandis qu'à Lomé, un centre

universitaire de pédagogie a été récemment inauguré. Conformément à la politique du chef de l'Etat, S.E.M. Faure Essozimna Gnassingbé, visant à fournir des infrastructures modernes et adaptées aux besoins du secteur, plusieurs chantiers sont également en cours pour la construction de nouveaux bâtiments au profit de la Faculté des sciences de la santé et de l'Institut supérieur des métiers de l'agriculture entre autres.

Le ministre a également réexpliqué le processus d'homologation des diplômes et a fait un état des lieux de la coopération avec les universités privées, indispensable à la diversification et à l'accessibilité de l'enseignement supérieur. Il a précisé que, dans un souci d'adéquation entre formation et emploi, plusieurs métiers prioritaires ont été identifiés, notamment dans les secteurs de la santé, de l'agriculture et de l'ingénierie.

rie. En ce qui concerne le financement des études, M. Kanka-Malik Natchaba a rapporté qu'en plus des bourses partenariales, 15 milliards de FCFA sont annuellement alloués aux bourses nationales. Les mécanismes d'attribution de ces bourses sont transparents et fondés sur le mérite. Par ailleurs, les efforts de recherche sont renforcés dans plusieurs disciplines, notamment dans les sciences et technologies. Enfin, le ministre a salué la communauté des acteurs universitaires pour leur engagement et leur mobilisation pour une rentrée réussie au bénéfice des étudiants. En clôture de cette rencontre, Mme le ministre de la communication, des médias et de la culture s'est réjouie de la participation active des journalistes. Elle a rappelé combien ces rencontres constituent un véritable pont permettant d'éclairer la population sur les actions entreprises par le gouvernement pour le bien-être commun.

RACINES FORT 7.5%



600*
FCFA

BOUTEILLE

50cl



L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. À BOIRE AVEC MODÉRATION.

*Prix de vente détail conseillé

➤ NOUVELLE FORCE DE LA NATURE ◀